

Finances publiques du Morbihan : l'intersyndicale proteste contre «une pseudo-consultation du personnel»

Ce vendredi matin 17 novembre, des agents des Finances publiques sont réunis pour une table ronde, à Pontivy (Morbihan). Les syndicats FO, CGT et Solidaires n'y ont pas été conviés

Publié le 17 Nov 17 à 9:42



Yannick Le Sausse (Solidaires), Patrick Ravache (FO), Christophe Rissel (CGT) et Linda Slifi (CGT), devant le Palais des congrès de Pontivy, vendredi 17 novembre. Ils distribuent des tracts aux salariés conviés à la table ronde de la Direction des Finances publiques du Morbihan. (©Pontivy Journal)

« Toutes les petites trésoreries sont supprimées une par une. Et plus ça va, plus on les concentre dans les grandes villes. Celles de Rohan, Guer, Le Faouët ont été fermées. Celle de Guémené-sur-Scorff est menacée. » Yannick Le Sausse, secrétaire départemental du syndicat Solidaires-Finances publiques, distribue des tracts à l'entrée du Palais des congrès de Pontivy, ce vendredi matin 17 novembre.

Des agents et des cadres y sont réunis par la Direction départementale des Finances publiques pour une table ronde, dans le cadre du Programme d'action publique 2022 dévoilé par le gouvernement il y a quelques jours. Nous, les représentants syndicaux (FO, CGT, Solidaires), n'avons pas été invités à y participer. Alors que l'on est représentatif des salariés.

Quelques instants auparavant, un représentant des Finances publiques du Morbihan les invitaient à prendre la parole à la fin des débats : « Nous ne voulons pas être une caution de ce qui aurait pu se dire. »

Patrick Ravache, secrétaire départemental FO-Finances publiques continue : « On proteste contre cette pseudo-consultation du personnel, qui accompagne en fait les fermetures de trésoreries. » Les consultations ont démarré en juin, et ce sont tenues à Lorient, Vannes, Pontivy, bientôt à Ploërmel.

Le Centre-Bretagne va se désertifier. On est très attaché à la fiscalité, et aussi à la défense des contribuables. On nous parle de dématérialisation, mais finalement avec cela on peut travailler partout. Mais le contribuable lui, devra faire 100 bornes pour aller chercher un papier. Nous sommes un service public, mais à Lorient, le rideau est fermé aux Finances publiques. Rien qu'avec ces consultations, 3000 heures de travail ont été perdues, des services fermés au public plusieurs demi-journées.

14 emplois supprimés dans le Morbihan en 2018

Côté emploi, l'intersyndicale FO-CGT-Solidaires des Finances publiques rappelle que « sur dix ans, ce sont 30 000 départs à la retraite non-remplacés et/ou emplois supprimés au niveau national. Dans le Morbihan, ce sont 245 emplois en moins, sur dix ans. En 2018, on nous a annoncé 1650 suppressions d'emplois au niveau national, dans les Finances publiques, dont 14 dans le Morbihan. »

Manifestation à Guémené demain

Et de rappeler leur rôle auprès des petites collectivités : « Pour elles, les fermetures de trésoreries sont un souci. Elles ont besoin de notre expertise, elles n'ont pas les moyens d'avoir des comptables comme les grandes collectivités. » Comme pour le cas de Guémené, « ce sont les élus locaux qui lancent la fronde ». D'ailleurs, une nouvelle manifestation est prévue ce samedi 18 novembre, à 10 h, devant la Trésorerie de Guémené-sur-Scorff.

[Angélique Goyet Pontivy Journal](#)